

Burundi : La terreur imposée par la "Documentation"

Jeune Afrique, 19 avril 2016 Torture au Burundi : l'enfer Ã cÃtÃ de la maison de Dieu Ã Bujumbura, la peur a dÃsormais un nom : la Documentation. En lien direct avec la prÃsidence, ses agents jouent un rÃle actif dans la rÃpression et inquiÃtent jusqu'au siÃge des Nations unies. De ce lieu aux apparences innocentes, que lÃon pourrait croire Ãtre la villa en chantier dÃun ministre et dÃmoÃ il est possible dÃobserver, chaque dimanche, le flot de fidÃles venus prier en la cathÃdrale Regina Mundi, situÃe en contrebas, on ressort la plupart du temps brisÃ et humiliÃ. MalgrÃ tout, en Ãtre conscient est en soi un soulagement.

Certains nÃont plus jamais rÃapparue, et ceux de leurs proches qui continuent de les chercher ne se font guÃre dÃmillus : la rÃputation de la « Documentation » nÃest plus Ã faire. « Quand on est lÃ-dedans, on ne pense qu'Ã une chose : transfÃrÃ dans une prison, parce qu'Ãon ne sait jamais si on en sortira vivant », expliquent ceux qui en ont rÃchappÃ. Documentation : c'Ãest ainsi que lÃon appelle, Ã Bujumbura, ce complexe, situÃ Ã cinq minutes du centre-ville, qu'Ã protÃge des regards indiscrets. Il s'agit du siÃge du Service national de renseignement (SNR), le bras armÃ le plus zÃ du rÃgime Nkurunziza. Crise au Burundi: un millier de morts Combien d'hommes et de femmes y sont passÃs depuis que le pays est entrÃ dans une fÃroce crise politique il y a un an ? Combien y ont rendu l'Ãme ? Il n'y a Ãvidemment aucune comptabilitÃ connue. Ce que lÃon sait, c'Ãest que, entre avril 2015 et le 1er mars 2016, l'ONU a dÃnombrÃ morts directement liÃes Ã la crise, 36 disparitions forcÃes, 496 allÃgations de tortures ou de mauvais traitements et prÃs de 5 000 dÃtentions. « Ce sont des chiffres a minima », indique une source onusienne, alors qu'Ã une source diplomatique estime Ã un millier le nombre de morts et de disparus depuis le 26 avril 2015. Ces violations des droits de l'homme, les Nations unies les imputent aux groupes rebelles qui ont vu le jour ces derniers mois, aux forces armÃes, aux Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir dont des ÃlÃments se sont muÃs en miliciens, mais aussi et surtout aux services de renseignements : « Le SNR est Ã la pointe de la rÃpression », indique un enquÃteur de l'ONU. Les organisations de dÃfense des droits de l'homme ont recueilli de nombreux tÃmoignages de victimes disant avoir ÃtÃ torturÃes dans les locaux du SNR, Ã la Documentation bien s'Ãr, mais aussi dans des cellules dissÃminÃes un peu partout dans le pays. De douloureux souvenirs En parler avec ceux qui ont eu Ã franchir le portail de la Documentation, c'Ãest exhumÃ les souvenirs d'Ãune autre Ãpoque, d'Ãun autre pays. Certes, le Burundi de Pierre Nkurunziza et le Tchad de HissÃne HabrÃ n'ont pas grand-chose Ã voir. Mais la mÃcanique de leur principal organe de rÃpression prÃsente d'ÃinquiÃtantes similitudes, et pas seulement parce que le surnom du SNR est le mÃme que celui que les Tchadiens donnaient Ã la Direction de la documentation et de la sÃcuritÃ (DDS) dans les annÃes 1980 : mÃme lien direct avec la prÃsidence ; mÃme rÃle actif dans la rÃpression, Ã la marge de la lÃgalitÃ et au service d'Ãune paranoÃa d'Ãmaillage du territoire et mÃmes sÃvices. Lionel (son prÃnom a ÃtÃ modifiÃ), la trentaine, se souviendra longtemps du jour oÃ il y a ÃtÃ conduit. C'ÃÃtait le 12 dÃcembre. Quelques heures plus tÃt, des hommes armÃs ont attaquÃ plusieurs militaires de la capitale. Le voilÃ accusÃ d'Ãavoir tuÃ un partisan du pouvoir, passÃ Ã tabac une premiÃre fois, puis en la Documentation. « Ma famille croyait que j'Ãtais mortÃ » LÃ, il dit avoir ÃtÃ Ã nouveau frappÃ, ligotÃ et violÃ beaucoup criÃ et beaucoup saignÃ. Ils me demandaient sans cesse : « OÃ sont les rebelles ?Ã » Il sera ensuite placÃ dans une cellule Ã des toilettes, en fait Ã durant plus de deux semaines, Ã l'isolement total, sans recevoir le moindre soin, la moindre visite Ã l'exception d'Ãun officier de police qui, au bout de sept jours, lui permettra d'Ãappeler sa s'ur. « Je croyais que j'Ãtais mort. » Il sera libÃrÃ fin dÃcembre, sans qu'Ãaucune charge soit retenue contre lui et, dit-il, en dÃversant d'Ãune grosse somme d'Ãargent Ã une pratique courante au SNR, selon plusieurs tÃmoignages. Ã la Documentation, Lionel a c'ÃtoyÃ Yves (encore un prÃnom d'Ãemprunt) sans le savoir : les deux hommes ne se connaissent pas. ArrÃtÃ dans le centre-ville de Bujumbura pour une raison qu'Ãil ignore, dÃtenu durant prÃs de vingt jours au SNR, c'Ã quinquagÃnaire affirme nÃavoir ÃtÃ interrogÃ qu'Ãune seule fois, mais il en garde un souvenir douloureux. « Nous Ãtions dans une cellule de 4 m Ã 4 m. Il y avait des blessÃs par balle qui saignaient, des enfants aussi, de 13, 14 ou 15 ans. Certains Ãtaient lÃ depuis deux ou trois mois. Quand ils venaient chercher quelqu'Ãun, on ne savait pas si c'Ãtait pour libÃrÃ ou pour Ãtre tuÃ. » Yves dit avoir ÃtÃ relÃchÃ sans autre message que celui-ci : « Si tu reviens, tu n'Ãteras mÃme pas dans une cellule, tu seras ÃgorgÃ. » Depuis, il a fui le Burundi. La rÃputation du SNR ne se cantonne pas aux frontiÃres de la capitale. Dans les villages du Bujumbura rural, on ne compte plus les jeunes qui ont quittÃ le pays aprÃs avoir ÃtÃ arrÃtÃs et passÃs Ã tabac Ã la Documentation. Dans la capitale, on dit se cacher « pour Ãviter de finir entre leurs mains », en attendant de trouver un moyen de se rÃfugier au Rwanda ou en Ouganda. « Ils m'ont fait tenir debout sur des clousÃ » Ailleurs, on Ãcoute avec horreur les tÃmoignages de ceux qui en reviennent, comme celui de ce commerÃant de 53 ans Ã interrogÃ Ã dans une cellule provinciale du SNR et citÃ dans un rapport de Human Rights Watch (HRW) : « Lorsque j'Ãtais tout niÃ, ils m'ont frappÃ avec une barre de fer sur les fesses et sur les pieds. [Ã] Ils m'ont apportÃ une plaque en fer avec des clous pointÃs vers le haut. Ils m'ont fait tenir debout sur les clous. [Ã] Ils sont partis puis ont rapportÃ un petit bidon de 5 litres [Ã] rempli de sable. Ils l'ont attachÃ Ã mes testicules et m'ont obligÃ Ã [Ã] Ils ont versÃ l'acide sur le sol. Ils m'ont ordonnÃ d'Ãenlever mes vÃtements et de m'Ãasseoir dedans. J'ai Ã forcÃ Ã m'Ãasseoir. J'Ãai senti comme du feu. J'Ãai essayÃ de me relever, mais je n'Ãai pas pu. Je suis tombÃ sans connaissance. » La terreur imposÃe par la Documentation n'Ã rien de nouveau. Ceux que lÃon appelait Ã l'ÃpÃe s'Ãretards », lorsque les services de renseignements Ãtaient connus sous le nom de S'ÃretÃ nationale, s'ÃÃtaient dÃ construit une redoutable notoriÃtÃ dans les annÃes 1980 puis durant la guerre civile, entre 1993 et 2000. « Mais jamais ils n'Ãvaient fait peur Ã ce point », estime un analyste burundais qui a tenu Ã garder l'Ãanonymat. Chaque semaine, ce sont des dizaines de personnes que les renseignements arrÃtent et interrogent, souvent sans motif. « Quand la police m'Ãy a amenÃ, les gens de la Documentation ont demandÃ ce que j'Ãavais fait. Le policier leur a dit : « C'Ãest Ã vous de dÃcider. » Ils m'ont gardÃ deux semaines », explique Alain (prÃnom d'Ãemprunt), un trentenaire rafÃ Ã Bujumbura. Un serviteur au pouvoir C'Ãest que ce « service » occupe une place Ã part dans le systÃme Nkurunziza, et ce depuis sa prise du pouvoir en 2005. TrÃs vite, le chef de l'Ãtat Ã fait des renseignements le bouclier de son rÃgime en y plaÃant les

hommes qui lui sont le plus fidèles », affirme un diplomate en poste au Burundi. En 2006 déjà, HRW l'accusait d'avoir procédé à l'exécution extrajudiciaire d'au moins 38 personnes et d'en avoir torturé et mis en détention pendant longtemps, le SNR a été lié à la figure du redouté Adolphe Nshimirimana, l'un des généraux du Conseil national de défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), l'ancienne rébellion désormais au pouvoir. Celui que l'on présentait avant son assassinat en août 2015 comme le numéro deux du régime a dirigé la Documentation pendant près de dix ans. « C'est lui qui l'a façonné. C'était un homme sans pitié, et le SNR est son image analysée. À son arrivée à la tête du service, Adolphe a recruté dans les rangs des policiers et des anciens maquisards et a recyclé les bonnes vieilles méthodes du maquis. Ici, la justice ne passe pas : les magistrats ne sont pas admis dans les locaux de la Documentation, pas plus que les avocats ou les familles des détenus. Comme un symbole de sa toute-puissance, le SNR n'est pas soumis aux quotas ethniques imposés dans l'armée et dans la police par les accords de paix d'Arusha, dont Nkurunziza s'est toujours méfié. Ses agents ont des compétences très larges. Ils semblent être au-dessus de la justice, mais aussi de l'armée et de la police. Quant à son directeur il ne rend compte qu'à un homme : le président. Nommé en février 2015, l'actuel patron du SNR, Étienne Ntakirutimana, est lui aussi un général issu du maquis et un fidèle de Nkurunziza. De lui, un diplomate dit ne pas savoir grand-chose sauf que c'est un fou furieux ». L'ONU INSISTE Le 1er avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution visant à former une force de police au Burundi. On ne sait rien, pour l'instant, du nombre et des prérogatives des policiers qui seront déployés. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a quinze jours pour en discuter avec les autorités burundaises, l'Union africaine, et pour présenter plusieurs options au Conseil de sécurité. Saluant une « résolution équilibrée », Albert Shingiro, l'ambassadeur du Burundi auprès de l'ONU, a évoqué une force de 20 à 30 policiers qui agiraient qu'en tant qu'experts et observateurs. Une mesure qui ne satisferait pas l'opposition en exil, laquelle soutient l'envoi d'une force de maintien de la paix pour mettre fin aux « exactions » du pouvoir. Rémi Carayol